

REPORTAGE

# Révolution au Soudan : les femmes sont en première ligne comme toujours

lundi 6 mai 2019, par [MACADRÉ Olivia](#) (Date de rédaction antérieure : 4 mai 2019).

**Au Soudan, la presse internationale s'est émue de voir la présence massive des femmes lors de la contestation qui a renversé l'ancien président Omar al-Bashir. Historiquement, ça n'a pourtant rien d'inhabituel pour les Soudanaises.**

**Khartoum (Soudan), envoyée spéciale.-** Il y a dans l'atmosphère une onde inqualifiable. Quelque chose entre l'euphorie, l'asphyxie et le vertige. Montés sur le grand pont en fer qui surplombe l'entrée du sit-in, des centaines d'hommes brandissent des drapeaux et martèlent à coups de pierre la passerelle, diffusant à plusieurs centaines de mètres à la ronde un bruit assourdissant.

« *Tasqot bas ! Tasqot bas !* » (« Tombe et c'est tout ! ») Partout, la mobilité est réduite, l'air se fait rare, les fronts perlent de sueur et les chemises collent aux dos. Massés les uns aux autres, les Soudanais dansent, chantent et scandent des slogans révolutionnaires au son de grands haut-parleurs qui crachent des musiques saturées à longueur de nuits et de journées. « Al-Bashir et ses complices, à la CPI », « les *harami* [les "impénitents", al-Bashir et son cercle proche - ndr], vous êtes finis ! » s'égosillent les manifestants.

Ils sont là depuis le 6 avril, et n'ont absolument pas prévu de quitter le siège organisé devant le quartier général de l'armée, là où un Conseil militaire de transition s'est approprié le pouvoir après le coup d'État mené contre Omar al-Bashir, avec le soutien populaire. Parmi les manifestants, les voiles colorés sont innombrables. Les femmes sont partout, remuent, sautillent et forcent le passage avec ferveur entre les stands de cacahuètes, les bénévoles armés de pulvérisateurs d'eau et les bousculades inévitables. On les retrouve, souvent un drapeau soudanais jeté sur les épaules, à l'entrée du sit-in pour fouiller les sacs et confisquer stylos et miroirs de poche. Mais aussi dans la petite clinique aménagée pour soigner les éventuelles victimes d'insolation, de luxation de chevilles et d'épuisement. Ou encore derrière les micros des espaces dédiés à la prise de parole.



*Photo : De nombreux cortèges sont formés pour demander justice pour les martyrs de la révolution, tués par les forces de sécurité loyales à al-Bashir. © OM*

Un peu à l'écart de la foule, un petit café a été aménagé sous un arbre, avec des chaises en plastique

et une petite baraque en tôle pour seul comptoir. Au crépuscule, un groupe de jeunes femmes s'y installe. Elles commandent des cafés au gingembre, discutent et rient fort. Ces étudiantes en pharmacie et en chimie se rendent devant le ministère de la défense aussi souvent que possible. « C'est normal d'être là », explique l'une d'elles. On vient soutenir notre peuple, hommes et femmes, on vibre à l'unisson dans cette révolution. »

Régulièrement, des youyous stridents déchirent le ciel, comme si le brouhaha ambiant était soudain mis en sourdine quand les femmes déboulent. La *zagrouda* (le chant des femmes) est devenue leur signe de ralliement partout où elles passent. Dans le petit local de l'Association des professionnels soudanais, figure de proue de la contestation, Khadidja Wahid discours sur la nécessité du pacifisme et encourage celles qui ne l'ont pas encore fait à s'engager dans cette lutte ininterrompue depuis plus de deux semaines, pour la formation d'un gouvernement à majorité civile. « J'appelle les femmes à prendre part autant que possible à cette révolution, de manière pacifique, car c'est un contrat passé avec notre conscience malgré la dangerosité de la contre-révolution qui est en train de se mettre en place », explique-t-elle.

Si elles sont si visibles sur les sit-in, elles n'ont pas « rejoint » une révolution emmenée par des hommes, comme la formule le sous-entend. Elles sont nombreuses à avoir organisé et mené les cortèges dès les prémices de la contestation. Pour le meilleur et pour le pire. Depuis le mois de décembre, plus de quarante-cinq femmes ont été mises derrière les barreaux pour leur engagement.

Adila est l'une d'entre elles. La jeune femme de 28 ans se qualifie « d'activiste dans l'âme (...) parce que c'est comme ça qu'on appelle les gens qui croient en leurs droits. » Elle a été arrêtée le 16 janvier dans un minibus par des agents des services de renseignement soudanais (NISS), alors qu'elle se rendait avec des amies à une manifestation à proximité du palais présidentiel pour ravitailler les manifestants en provisions et prendre la relève. « Ils nous ont fait descendre, nous ont séparées les unes des autres puis m'ont emmenée au commissariat de police d'Amarat, raconte la jeune femme. Là, ils m'ont bandé les yeux et m'ont frappée. Pendant trois jours, ils m'ont privée d'eau, de nourriture, et m'ont menacée de me violer et de s'en prendre à ma famille. Toutes les nuits, ils me réveillaient et me faisaient courir, avec les soixante-huit autres détenus jusqu'à l'épuisement, jusqu'à l'aube, en rond dans la caserne. »

*Mediapart* a recolté de nombreux témoignages de femmes racontant des détentions similairement brutales, où « la violence n'est même pas une question qui se pose, elle est là du moment où on vous attrape au moment où on vous libère ». Frappées, plus ou moins bien traitées en fonction de leur ethnie, certaines ont rapporté des agressions sexuelles, d'autres ont eu le crâne rasé comme preuve ultime de la volonté de les humilier. « Ils ne nous ont pas arrêtées spécifiquement parce qu'on était femmes, croit pourtant savoir Adila, mais parce que nous étions, au même titre que les hommes, des personnes engagées. »

Néanmoins, un récent rapport de Human Rights Watch décrit comment les services de sécurité soudanais ont ciblé les femmes et les filles volontairement durant la répression. En vertu de la loi dite de « discipline générale », qui permet d'arrêter les personnes - principalement les femmes - qui s'habillent de manière jugée irrespectueuse, la « police de l'ordre public » a réprimandé et arrêté des manifestantes pour port de pantalon, cheveux trop apparents sous leur voile, ou encore pour être montées dans des voitures avec des hommes.

Le 9 mars 2019, neuf révolutionnaires ont aussi été condamnées à vingt coups de fouet et un mois de prison pour « rébellion », alors que la veille, al-Bashir avait annoncé la libération de toutes les manifestantes arrêtées pendant la contestation pour « la journée de la femme » (le jour de lutte pour les droits de la femme). Malmenée psychologiquement, privée de tout, Adila est remise en liberté trois jours plus tard, « une chance » dit-elle. Peu de temps après sa libération, elle commence une

grève de la faim et retourne battre le pavé avec toutes ses camarades libérées de prison, pour demander l'acquittement de celles toujours derrière les barreaux. « Qu'est-ce que ça a d'étonnant de voir les Soudanaises dans la rue ? s'agace-t-elle. Évidemment qu'on manifeste ! Si je ne sors pas demander mes droits, on ne va pas me les apporter sur un plateau. »

### **30 ans de recul des droits des femmes à effacer**

*« Ceux qui sont surpris de voir les femmes soudanaises prendre part aux protestations en cours perpétuent l'idée fausse selon laquelle les femmes vivant dans des sociétés patriarcales strictes sont politiquement ignorantes ou non engagées. Mais leur participation enthousiaste prouve une fois de plus le contraire, note Sondra Hale, professeure d'anthropologie et d'études du genre à l'Université de Californie. Les Soudanaises ont toujours été actives sur le plan politique, comme toutes les autres femmes dans le monde d'ailleurs. »*

La manifestante soudanaise a d'ailleurs une dénomination bien à elle : « *Kandaka* ». « Un titre traditionnellement donné aux reines nubiennes dans l'ancien Soudan qui auraient laissé à leur peuple l'héritage des femmes autonomisées, qui luttent avec acharnement pour leur pays et leurs droits », explique sur son compte Twitter Hind Makki, activiste pour l'éducation interreligieuse, l'antiracisme et le droit des femmes.

Le Soudan a une longue histoire d'activisme féminin trop souvent ignorée, et ce depuis la fin des années 1940. Ce sont les femmes du nord urbain qui, les premières, ont formé des organisations militantes. La plus importante d'entre elles était l'Union des femmes soudanaises, fondée en 1952 au côté d'autres groupes pionniers comme la Ligue des filles cultivées, l'Association pour la promotion de la femme et les Sœurs républicaines, branche féminine du groupe de réforme islamique, les Frères républicains.

*« Celles qui dirigeaient ces groupes étaient souvent assez jeunes, généralement de moins de 20 ans, précise Marie Grace Brown, professeure d'Histoire et maître de conférences à l'Université du Kansas, auteure de Khartoum at Night, Fashion and Body Politics in Imperial Sudan. Ces organisations couvraient tout l'éventail politique, mais elles mettaient toutes l'accent sur l'éducation et l'engagement social des femmes et des filles, rappelle la spécialiste. En plus de ces organisations exclusivement féminines, des Soudanaises ont également rejoint le Parti communiste qui était le seul parti politique au Soudan à autoriser des femmes membres. Les militantes étaient également de ferventes partisans du mouvement nationaliste. En 1953, alors que l'indépendance du Soudan se profilait, des centaines d'entre elles ont organisé une marche de Khartoum à Omdurman ».*

Détail de l'ordre du chiffon diront certains, ces femmes ont utilisé leurs *tob* (vêtement traditionnel soudanais composé d'une jupe ample et d'un long voile blanc) pour être identifiables dans le cadre de leur stratégie politique. « Dès les années 1940, le *tob* blanc était la tenue vestimentaire de tous les jours pour les femmes des classes moyennes et supérieures. Les activistes ont découvert que s'habiller dans la modestie leur permettait d'être plus radicales dans leurs revendications politiques », explique Marie Grace Brown.

Un uniforme remis au goût du jour il y a quelques semaines par Alaa Salah, une jeune manifestante, qui, revêtue de l'habit traditionnel devenu politique, a été estampillée « icône de la révolution » en scandant des poèmes à la foule, reprenant la symbolique bien connue de la femme soudanaise qui écrit des poèmes à son mari qui part au front.

[Vidéo intégrée]

Joyce Karam

□

@Joyce\_Karam

*Don't know her name, but this Woman in #Sudan is leading rallies, standing on car roofs, and pleading for change against autocratic Bashir.*

Here she is singing "Thawra" (Revolution). Remember this voice :

« Cependant, il est vrai que leur participation à l'activisme public a visiblement augmenté dans ce soulèvement », reconnaît Sondra Hale, qui estime que c'est leur exubérance qui a pu surprendre les observateurs. L'une de leurs mobilisations a notamment amusé : sur le « Minbar chat », un groupe Facebook exclusivement féminin dédié à échanger sur les relations amoureuses, cibler les hommes qui leur plaisent ou traquer les maris infidèles, elles ont mis en place un système de surveillance pour identifier et exposer les agents du NISS en civil, impliqués dans la répression des manifestants.

Si la femme soudanaise est historiquement aussi engagée que l'homme, elle a une lutte supplémentaire à mener pour retrouver des droits dont elle a été privée pendant les trente années de la dictature islamo-militaire d'Omar al-Bashir. Au cours des trois dernières décennies, l'ancien régime - très influencé par l'idéologie islamiste et notamment l'islam politique des Frères musulmans - a limité la présence des femmes dans l'espace public.

Avec la clause de morale du code pénal, depuis 2016, 15 000 femmes ont été condamnées à la flagellation, selon l'Initiative stratégique pour les femmes de la Corne de l'Afrique. *« Des milliers de femmes ont été la cible de mesures répressives de la part de la police et se sont peu à peu retirées de l'espace public, limitant de ce fait l'activisme direct, note l'ONG. Par conséquent, la forte présence publique des femmes dans les récentes manifestations est un signe de l'importance de l'enjeu pour elles. En risquant les balles, les arrestations et le harcèlement, les femmes activistes d'aujourd'hui attirent aussi l'attention sur le fait que le gouvernement n'a pas réussi à protéger les femmes et leurs intérêts. »*

Selon le Gender Equality Index, en 2018 le Soudan se plaçait à la 129<sup>e</sup> sur 147 pays pour l'égalité hommes-femmes. Il était à la 109<sup>e</sup> place à la création de cet index en 1995. « Au Soudan, le rôle de la femme est communément admis comme essentiel, mais malheureusement la masculinité continue de regarder la femme comme " juste une femme " », note Azza Mustafa, professeur de sciences politiques à l'université de Khartoum, qui souhaite que celle-ci soit mieux considérée au sein d'une société ayant pris le pli de l'influence négative de l'islamisme radical.

À ce titre, avec un groupe d'activistes, elle a organisé il y a quelques jours « la marche des femmes ». « C'était plein de monde, notre cortège seul réunissait plus de trois cents femmes, explique-t-elle. Notre principale revendication, c'était de ne pas oublier la femme lors de cette révolution, précise-t-elle. Nous avons de réelles capacités politiques, une très bonne expertise et beaucoup de diplômées dans nos rangs. On a donc demandé que les hommes importants cessent de nous regarder comme secondaire et réclamé la formation d'un gouvernement et d'un Parlement paritaire ».

**OLIVIA MACADRÉ**

---

---

**P.-S.**

• MEDIAPART. 4 MAI 2019 :

<https://www.mediapart.fr/journal/international/040519/revolution-au-soudan-les-femmes-sont-en-premiere-ligne-comme-toujours?onglet=full>